



STATUTS DE L'AIACE-FRANCE (ADOPTES LE 20 MAI 2015)

TITRE I : DENOMINATION, OBJET ET SIEGE

Art.1

Il est formé entre les personnes adhérentes aux présents statuts une association conforme à la loi du 1^{er} juillet 1901, dénommée « Association internationale des Anciens de l'Union européenne, section France » (« AIACE-FRANCE »). Sa durée est illimitée. Elle n'a pas de but lucratif.

Art.2

Cette association, qui constitue une section de l'Association internationale des Anciens de l'Union européenne (ci-après « AIACE »), a pour objet de mettre en œuvre, en France, les objectifs de l'AIACE.

Art.3

Ces objectifs sont de :

1. sensibiliser l'opinion publique aux enjeux de la construction européenne ;
2. entretenir des contacts et, au besoin, créer des liens avec les organisations qui, sur le plan international, de l'Union ou national, poursuivent des buts analogues ;
3. contribuer à la représentation et à la défense des intérêts des anciens fonctionnaires et agents auprès des instances de l'Union ;
4. mettre son expérience à la disposition des institutions de l'Union dans le cadre de la préparation à la retraite des fonctionnaires et agents ;
5. contribuer à la représentation des intérêts des anciens auprès des autorités nationales et locales et, si besoin est, veiller à la défense de ces intérêts dans les domaines sociaux et administratifs ;
6. mettre en œuvre l'entraide entre les anciens fonctionnaires et agents, tout particulièrement en faveur de ceux qui rencontrent des difficultés dans

la gestion de leur vie quotidienne, et coopérer avec les institutions de l'Union aux mesures en faveur des anciens nécessitant une action sociale ;

7. maintenir et développer les relations amicales des anciens entre eux et de ceux-ci avec les fonctionnaires et agents en activité ; organiser des activités culturelles ou de loisirs ou y participer ;

8. participer aux activités de l'AIACE notamment par la représentation de l'association dans les instances de l'AIACE et l'échange d'information.

Art.4

Le siège de l'association est établi à Paris. Il peut être transféré partout ailleurs en France sur décision du comité.

TITRE II : LES MEMBRES

Art.5

Toute personne ayant exercé à titre principal une activité dans une des institutions ou organes de l'Union européenne peut, après avoir cessé définitivement cette activité, adhérer à l'association. Il en va de même pour le conjoint d'un membre après le décès de celui-ci, ainsi que pour le conjoint d'un fonctionnaire ou agent décédé au cours de sa période d'activité.

Art.6

1. La qualité de membre se perd par décès, par démission adressée au président du comité, par défaut de paiement de la cotisation deux années consécutives ou par exclusion.

2. L'intéressé ayant été entendu, l'exclusion est prononcée, pour motifs graves, par le comité à la majorité des deux tiers de ses membres. Cette décision peut faire l'objet d'un appel au Conseil d'administration de l'AIACE. Les modalités procédurales sont fixées dans le règlement intérieur prévu à l'article 19.

TITRE III : RESSOURCES

Art.7

Les ressources de l'association se composent:

1. des cotisations versées par ses membres dont la quotité est fixée annuellement par le comité, en tenant compte de la contribution à verser à l'AIACE ;

2. des subventions qui peuvent lui être accordées par les pouvoirs publics ;

3. de tout don ou legs ;
4. et de toutes autres ressources autorisées par la loi.

TITRE IV : L'ASSEMBLEE GENERALE

Art. 8

L'assemblée générale est l'organe suprême de l'association. Elle se compose des membres de l'association qui y ont égal droit de vote.

Art. 9

1. Un membre peut se faire représenter par un mandataire de son choix, membre lui-même ; aucun mandataire ne peut disposer de plus de cinq procurations.
2. Sauf dans les cas visés à l'article 26, l'assemblée générale statue à la majorité des voix exprimées.

Art.10

Sont réservées à la compétence de l'assemblée générale:

1. la modification des statuts de l'association ;
2. l'élection et la révocation des membres du comité, dans les conditions fixées à l'article 13 ;
3. la désignation de deux commissaires aux comptes choisis en dehors du comité pour contrôler les comptes de l'association ;
4. après avoir entendu le rapport des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes de l'année écoulée et le vote de la décharge à donner au comité ;
5. l'approbation du rapport d'activité et du budget de l'année suivante ;
6. la dissolution volontaire de l'association.

Art. 11.

1. L'assemblée générale se réunit ordinairement une fois par an sur convocation du président accompagnée d'un ordre du jour. Elle peut en outre être convoquée en réunion extraordinaire par le président ou si un cinquième des membres de l'association en fait la demande.
2. Elle ne délibère que sur les questions mises à l'ordre du jour.

Art.12

Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans des procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire général ainsi que par les membres qui en font la demande. Les procès-verbaux sont consultables au siège de l'association. Les extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou deux membres du comité. Ces extraits sont délivrés à tout membre ou tout tiers qui en fait la demande moyennant, pour ce dernier, justification de son intérêt légitime.

TITRE V : ADMINISTRATION

Art.13

1. L'association est administrée par un comité formé de onze membres élus parmi les membres de l'association par l'assemblée générale, pour une durée de trois ans. Pour des raisons de répartition des tâches au sein du comité, celui-ci peut décider une augmentation ou une diminution du nombre de ses membres qui prendra effet lors de la prochaine élection.
2. Les membres sortants sont rééligibles. Le vote par correspondance est admis. Le vote a lieu au scrutin secret.
3. En cas de vacance, le comité pourvoit au remplacement du membre concerné par décision à la majorité des deux tiers de ses membres. Les pouvoirs du nouveau membre prennent fin à la date à laquelle devait expirer le mandat du membre remplacé.
4. La révocation d'un ou plusieurs membres du comité est décidée par l'assemblée générale. Les modalités procédurales sont fixées dans le règlement intérieur prévu à l'article 19.

Art.14

Le comité se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur demande d'un tiers du comité.

Art.15

1. Le comité ne peut valablement délibérer que si la majorité des membres sont présents ou représentés.
2. Un membre peut se faire représenter par un autre.
3. Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions du comité sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Art.16

1. Le comité désigne en son sein un président, un vice-président, un secrétaire général et un trésorier qui forment le bureau de l'association. La durée de leur mandat coïncide avec celle de leur mandat de membre du comité.
2. Le comité désigne parmi ses membres ses deux représentants au Conseil d'administration de l'AIACE, ainsi que leurs suppléants et soumet leur candidature pour confirmation par l'Assemblée générale de l'AIACE.
3. Au cas où parmi les membres du comité élus, aucune personne ne souhaiterait occuper l'une des fonctions ci-dessus, le comité recherche un ou plusieurs candidats parmi les membres de l'association et procède à la désignation à la majorité des deux tiers de ses membres ; celle-ci est confirmée par l'assemblée générale par vote par correspondance. Dans ces circonstances, le nombre de membres du comité pourra dépasser onze.
4. Des délégués régionaux mettent en œuvre, notamment, les objectifs d'entraide et de convivialité au niveau de leur région. Ils sont confirmés par le comité. Ils participent aux travaux du comité. Ils assurent l'interface entre le comité et les membres de l'association de leur région.

Art.17

1. Sous réserve des attributions de l'assemblée générale, le comité a dans ses compétences les actes relevant de l'administration et de l'animation de l'association dans le sens le plus large.
2. Toutes les compétences non dévolues dans les statuts à l'assemblée générale reviennent au comité, sauf dispositions contraires de la loi.

Art. 18

1. Le comité arrête les comptes de l'association pour l'année écoulée et dresse le projet de budget du prochain exercice.
2. Le comité assure la liaison prévue par les statuts de l'AIACE avec les instances de celle-ci. Il transmet régulièrement aux membres de l'association les informations reçues de l'AIACE et des institutions.

Art .19

Le comité précise ses règles d'organisation et les modalités de fonctionnement de l'association dans un règlement intérieur adopté à la majorité des deux tiers de ses membres.

Art.20

Les fonctions de membre du comité sont exercées gratuitement. Le comité détermine les conditions et modalités dans lesquelles des indemnités pour dépenses de voyage ou de séjour peuvent être allouées aux membres du comité ou à tout membre de l'association chargé d'une mission au nom de l'association.

Art. 21

1. Les actes qui engagent l'association sont signés par le président et un membre du comité. La correspondance courante, les actes de gestion journalière, les quittances et décharges pourront ne porter que la signature du président ou du secrétaire général ou de tout membre du comité délégué à cette fin.
2. Les actes judiciaires tant en demande qu'en défense sont suivis par le comité représenté par son président ou un administrateur délégué à cette fin.

Art.22

1. Le président assure, avec le concours du comité, la gestion courante de l'association. Il est habilité à prendre, en cas d'urgence, toutes les mesures conservatoires qui s'imposent, sous réserve d'approbation ultérieure.
2. Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet.
3. Chaque année, le président adresse à l'AIACE le compte rendu de l'assemblée générale, le rapport d'activité de l'année écoulée et le budget de l'année à venir ainsi que toute information, concernant l'association, d'intérêt pour l'AIACE ou les autres sections nationales.

Art.23

1. Le secrétaire général, sous l'autorité du président, est chargé des tâches administratives et d'exécution liées au fonctionnement de l'association.
2. Il rédige les procès-verbaux des assemblées et généralement, toutes les écritures qui concernent le fonctionnement de l'association.

Art.24

Le trésorier est chargé de tout ce qui concerne les opérations financières de l'association. Il effectue tous paiements et reçoit toutes sommes dues à l'association. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations par

lui effectuées. Il rend compte à l'assemblée générale annuelle de sa gestion.

TITRE VI : MODIFICATION DES STATUTS, DISSOLUTION, LIQUIDATION

Art.25

Toute proposition relative à la modification des statuts ou à la dissolution de l'association doit émaner du comité ou d'au moins un cinquième des membres de l'association et est soumise à l'assemblée générale.

Art .26

1. L'assemblée générale ne peut statuer sur une modification des statuts ou sur la dissolution de l'association que si les deux tiers des membres de l'association sont présents ou représentés. Si l'assemblée générale ne réunit pas cette condition lors d'une première réunion, une nouvelle assemblée est convoquée qui statue valablement et définitivement, quel que soit le nombre de présents ou représentés.
2. Dans tous ces cas, une décision n'est acquise que si elle est approuvée par la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Art.27

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et statue sur l'affectation de l'actif net à un objet aussi proche que possible de celui en vue duquel l'association a été créée.